

**Catherine Mills,co-directrice de la revue Economie et Politique**

## **Projet communiste et refondation de la gauche**

**Face à la crise sanitaire, économique et sociale: dénoncer sa gestion catastrophique et identifier ses causes.** La colère monte de partout, sur les vaccins, sur l'organisation, sur l'hôpital où on n'a pas pas embauché, ni formé, ni réorganisé de manière efficace, en partant des propositions des acteurs de terrain. C'est aussi la colère sur l'industrie et les plans sociaux avec tous les licenciements et la situation désastreuse dans les PME, TPE, le commerce, l'artisanat, le tourisme, la culture. C'est la colère dans le système éducatif, dans l'enseignement supérieur et la recherche. C'est aussi l'explosion des inégalités, de la pauvreté, de la misère, la souffrance de la jeunesse. C'est le retour d'une réforme scandaleuse de l'assurance chômage malgré l'opposition de tous les syndicats. Cette "réforme" pénalisera particulièrement les plus précaires, les victimes privilégiées de la crise. Il nous faut montrer clairement les causes de cette crise : le capitalisme et sa gestion de la crise. Il faut mener le débat sur la dette, certains préconisent une austérité « sélective », isolant les dépenses « Covid » qui devraient s'accroître, du reste des dépenses à limiter. Or l'hôpital et la santé impliqueront des dépenses nouvelles, indispensables même après la pandémie. C'est aussi le cas des dépenses pour développer l'école, l'université et la recherche. Les dépenses de chômage partiel et pour réparer les dégâts des licenciements devraient durer. Cette austérité sert la folie de la croissance financière et des marchés financiers, les fonds de placement et les grandes banques qui se nourrissent de cette dette, avant d'être rachetée par la BCE. La question majeure est l'utilisation de cette dette : pour les services publics, l'emploi et la formation ? Ou pour gonfler le capital ? Il nous faut travailler les alternatives et intervenir de façon plus visible. Nous voulons construire un système radicalement nouveau visant à éradiquer le chômage, une sécurité d'emploi et de formation combinant sécurité et mobilité de progrès. Il faut mener la lutte contre le coût du capital et responsabiliser les entreprises et les banques, pour enclencher un développement de l'emploi, de la formation et de la recherche, ainsi qu'une transformation productive sociale et écologique. **La campagne emploi du PCF doit s'intensifier.** Il ne s'agit pas d'énoncer des formules magiques mais de s'engager sur des **chantiers concrets.** Un chantier santé, de l'hôpital à Sanofi, en passant par la production d'équipement et de biens médicaux, s'appuyant sur les services publics de santé (hôpital, pôle public du médicament, etc.) ; un chantier contre les plans de suppressions d'emploi, pour un autre type de production, un développement de la recherche et des territoires; un chantier jeunesse, incluant des pré-recrutements dans les services publics ; un chantier PME/TPE artisans; un chantier éducation et culture allant de l'école jusqu'à l'université.

**Des débats de contenu avec nos partenaires, des élections régionales aux élections présidentielles : ne pas se focaliser sur les alliances au détriment des contenus.** C'est particulièrement le cas pour la pseudo consultation des communistes en Ile de France. Aucun programme n'est soumis et discuté. On se replie sur de simples « marqueurs » politiques, sans engagements précis devant les électeurs ! Certains prétendent refuser le droit aux communistes d'Ile de France de mener le débat sur cette consultation expéditive, organisée dans des délais ridicules sans information. C'est un déni de démocratie, une volonté de passer

en force, que rien ne justifie dans l'agenda des élections régionales dont la date fixée( juin) ne sera peut être pas tenue. On agit ainsi contre le rassemblement des communistes et contre le rassemblement à gauche sur un programme progressiste. C'est l'agenda d'autres qui semble s'imposer. La portée de cette grave question dépasse largement l'Ile de France. La direction nationale devrait s'impliquer.

La question de l'emploi est au coeur des élections régionales, nous proposons des Conférences régionales pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique et sociale, rassemblant les élus, les acteurs sociaux, à partir d'un état des lieux des exigences et besoins exprimés dans les luttes des travailleurs et des habitants. Des Fonds régionaux inciteraient à un nouveau crédit des banques au service de l'emploi. Nous devons mener des batailles sur l'utilisation de l'argent pour l'emploi et l'efficacité économique, écologique et sociale, et non pour le capital et la rentabilité, avec de nouveaux pouvoirs des salariés et des élus. Les élections régionales pourraient permettre des avancées d'idées et des conquêtes pour les populations dans les institutions face à la crise du système, cela nécessite du temps et du travail. Cela concerne aussi les élections présidentielles et législatives. Il ne s'agit pas seulement d'élection mais de la construction d'un grand mouvement populaire contre la domination du capital, pour l'emploi, le progrès social et écologique .

**L'élection présidentielle** doit permettre une montée du débat politique et éclairer les enjeux de nos propositions. La violence de la crise exige des solutions et des idées nouvelles. Il ne peut s'agir simplement de « re-conquérir, re-prendre le pouvoir, etc. Nous devons allier contestation et construction. Contestation des institutions existantes et construction d'autres institutions du local au national, jusqu'au niveau européen et mondial. Dire dès à présent comme certains quelle majorité politique on veut construire, c'est mettre la charrue avant les bœufs ! Pour construire une majorité politique nouvelle, il faut une avancée du projet communiste du PCF, afin de créer les conditions d'un projet renouvelé à gauche.

**La nécessaire candidature communiste à la présidentielle.** Cette campagne demande un haut niveau de pédagogie politique. Il faudra mener la bataille pour une autre utilisation de l'argent, des entreprises et des banques jusqu'à la BCE, face aux idées dominantes y compris chez nous, qui se focalisent sur le budget et les impôts. Notre enjeu est de faire reculer durablement Macron, la droite et l'extrême-droite. Un défi est posé à gauche. JL. Mélenchon prétend relever ce défi contre le RN et contre les renoncements sociaux-libéraux. Mais il avance des réponses sociales-démocrates centrées sur la seule répartition des richesses, demandant à l'Etat d'embaucher les chômeurs. Pour nous, il s'agit d'articuler objectifs sociaux, moyens financiers et pouvoirs. Cela implique la création de droits nouveaux des salariés, la conquête de pouvoirs sur les entreprises et les banques, l'urgence de nouveaux moyens financiers et d'institutions nouvelles. Une conquête de pouvoirs pour " changer la vie", avec une nouvelle conception de l'emploi et du travail, une place majeure donnée à la formation, à la culture et à d'autres activités que le travail. Il ne suffit pas de réclamer plus d'Etat , car la question est quel Etat? Un Etat au service du capital ? L'idée de taxer le capital ou d'introduire une meilleure répartition des richesses, ne suffit pas si on laisse le capital libre pour amplifier son action! Il faut une nouvelle conception de l'Etat avec la promotion de l'

autogestion, et des avancées de civilisation, sociales et écologiques. Pour faire avancer les idées de transformation sociale, Il nous faut aussi clarifier nos différences avec JL Mélenchon, on ne peut pas laisser croire que nous aurions le même projet.

La convocation de la conférence nationale en avril, avec l'appel à candidature pour la présidentielle lancée par notre parti est une bonne nouvelle, une candidature devrait émerger. Notre précédent congrès s'était très majoritairement prononcé pour un candidat communiste à la présidentielle. Nous devons allier candidature et projet de fond novateur et identifiable, projet de contestation et de construction, travailler de façon collective et visible. Il ne s'agit pas de mener une candidature, une campagne de témoignage ou d'enfermement dans une identité étroite qu'on tenterait de corriger par des affirmations de volonté unitaire pour la gauche. Au contraire, face à la domination du capital, il faut mener une campagne d'unification populaire des diverses couches sociales et parler à tout notre peuple. Il faut faire émerger un projet communiste qui permettrait de mener le débat de projet y compris à gauche, refonder la gauche sur une tout autre base, comme nous avons su le faire à d'autres moments de notre histoire. C'est un grand défi, porteur d'espoir au présent et pour construire l'avenir.